

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2018

CHAPITRE 37

**MINISTERE DES DOMAINES,
DU CADASTRE ET
DES AFFAIRES FONCIERES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 481: MODERNISATION DU CADASTRE	13
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	17
2.2.	PROGRAMME 482: PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	22
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	23
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	23
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	25
2.3.	PROGRAMME 483: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	30
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	31
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	31
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	32
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	34
2.4.	PROGRAMME 484: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	42

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	43
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	43
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018	43
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018	47
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	54
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	55
3.2.	LEÇONS APPRISSES	56
3.3.	PERSPECTIVES	56

NOTE EXPLICATIVE

La Loi N°2007/006 du 26 Décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau cadre de gestion budgétaire, comptable et financier dans les Administrations Publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 Septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur des critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la Loi N°2012/014 du 21 Décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long des années 2013, 2014 et 2015 dans l'ensemble des Ministères et autres organismes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance (RAP), lequel constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le Régime Financier de l'Etat. Il permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2018. Au terme de douze mois d'exécution de 160 programmes inscrits dans la Loi de Finances 2018, le présent RAP, rend compte de la mise en œuvre des quatre (04) programmes du MINDCAF en présentant :

- le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- l'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2018 ;
- le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement des Rapports Annuels de Performance revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression, un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Au cours de l'exercice 2018, dernière année du deuxième triennat du budget programme (2016-2018), l'exécution des programmes du Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières a été mis en œuvre dans un contexte dominé par plusieurs faits majeurs.

Au niveau international, le contexte a été marqué par :

- la chute du cours des matières premières et du baril de pétrole;
- le ralentissement de la croissance économique mondiale ;

Sur le plan national, le contexte est marqué par :

- la mise en œuvre de certaines recommandations suite à la signature de l'accord triennal de Facilité Elargie de Crédit (FEC) entre le FMI et le Cameroun ;
- les préparatifs en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 ;
- l'organisation de l'élection présidentielle ;
- la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest ;
- la résilience de l'économie camerounaise face à la chute des cours mondiaux du pétrole;
- les attaques isolées de la secte islamique Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord;
- la gestion des réfugiés dans les Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord ;
- la baisse de près de 25% de l'enveloppe budgétaire du MINDCAF sur le triennat 2016-2018 ;
- la poursuite des réalisations des grands projets du septennat, et la mise en œuvre des plans d'urgence triennaux ;
- la signature du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics au Cameroun.

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

- Dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision 2035 : « CAMEROUN : PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE », le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE), a comme objectif général pour le secteur des infrastructures de mettre ce dernier en adéquation avec la demande économique et sociale. Il s'agit ici, de replacer l'infrastructure dans son véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

S'agissant spécifiquement du sous-secteur Domaine, Cadastre et Affaires Foncières, le DSCE a prévu de juguler les causes ayant entravé la gestion rationnelle dudit secteur par la détermination des objectifs globaux ci-après :

- lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication ;
- stimuler la création des moyennes et grandes exploitations dans le secteur rural ;
- maîtriser le développement urbain et améliorer le climat des affaires;

- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des Domaines, du Cadastre, des Affaires Foncières et du patrimoine de l'Etat ;
- faciliter l'intégration régionale et soutenir la mise en œuvre de la décentralisation.

De ces objectifs globaux, découlent quatre axes stratégiques sur lesquels s'est basée l'élaboration des programmes du sous-secteur à savoir :

- l'aménagement des lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaire ;
- la réalisation du plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun ;
- la constitution des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général ;
- l'aménagement des lotissements à usage résidentiel.

Conformément à la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat et suivant ces quatre objectifs stratégiques du DSCE, le MINDCAF s'est fixé pour objectif de « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale, foncière et patrimoniale en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** » à travers quatre programmes :

- la modernisation du cadastre (481) ;
- la protection et le développement du patrimoine de l'Etat (482) ;
- la constitution des réserves foncières et lotissements des terrains domaniaux (483) ;
- la gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur domaine, cadastre et affaires foncières (484).

S'agissant de la modernisation du cadastre, il est question pour le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de mettre sur pied et de rendre opérationnelles les infrastructures cadastrales de base susceptibles de permettre la maîtrise des 475 442 Km² du triangle national tant pour les limites parcellaires internes que les limites internationales à travers notamment ;

- la mise en place, l'opérationnalisation et la protection du Réseau Géodésique Unique de Référence matérialisé au sol;
- la confection de la cartographie à grande échelle;
- la réalisation du cadastre national ;
- le relèvement du plateau technique des services du cadastre par la dotation desdits services en matériel de pointe susceptible de soutenir et d'assurer le suivi de tous les travaux de géodésie, de cartographie et de topographie réalisés sur l'ensemble du territoire national.

La protection et le développement du patrimoine de l'Etat visent principalement à maîtriser l'ensemble du patrimoine mobilier et immobilier aussi bien en ce qui concerne les propriétés administratives tant en interne qu'à l'étranger ainsi que le parc automobile de l'Etat, afin de rationaliser son utilisation, de le protéger contre le vandalisme et d'éviter la distraction des biens de l'Etat. Il est aussi question d'assurer aux agents de l'Etat un cadre de vie et de travail agréable à travers une permanente réhabilitation des propriétés administratives et édifices

publics.

En ce qui concerne la constitution des réserves foncières et les lotissements domaniaux, il est question pour le MINDCAF, d'une part de mettre à la disposition des structures administratives, des entreprises et des particuliers, les surfaces de terres sollicitées en vue du développement de leurs activités et d'autre part, de constituer des réserves de terres sécurisées, propices au développement d'une agriculture de seconde génération et l'aménagement des lotissements pour la construction des logements sociaux. Enfin, le programme développe des actions susceptibles d'améliorer et protéger le domaine privé de l'Etat, valoriser le domaine public et moderniser la gestion des affaires foncières.

En matière de gouvernance et d'appui institutionnel, la priorité est concentrée sur la révision du régime foncier et domanial du Cameroun conformément aux très hautes directives du Chef de l'Etat. Des réformes ont été entreprises en ce qui concerne les affaires juridiques et les recettes domaniales. Le programme s'attèle surtout à soutenir le déploiement des activités des programmes techniques à travers notamment l'amélioration constante du cadre de travail, la gestion des ressources humaines et la facilitation des procédures financières liées à l'exécution des budgets de chaque programme.

ogramme.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n° 2012/390 du 18 septembre 2012 portant organisation du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, le Ministre des Domaines est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière domaniale, foncière et cadastrale.

A ce titre, il est chargé de :

- de l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs aux secteurs domaniaux, cadastraux et fonciers ;
- de la gestion des domaines public et privé de l'Etat ;
- de la gestion du domaine national et des propositions d'affectation ;
- de la protection des domaines public et privé de l'Etat contre toute atteinte, en liaison avec les administrations concernées ;
- de l'acquisition et de l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat, des établissements publics administratifs et des sociétés à capital public, en liaison avec le Ministre des Finances et les administrations et organismes concernées ;
- de la gestion et de l'entretien du patrimoine immobilier et mobilier de l'Etat ;
- de la gestion et du suivi des locations administratives.
- de l'élaboration et de la tenue des plans cadastraux ;
- de la réalisation de toutes études nécessaires à la délimitation des périmètres d'intégration cadastrale ;
- de la constitution et de la maîtrise des réserves foncières, en relation avec le Ministère de

l'Habitat et du Développement Urbain et les Administrations concernées.

En outre, il exerce la tutelle sur la Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Au cours de l'exercice 2018, dernière année du deuxième triennat du budget programme (2016-2018), l'exécution des programmes du Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières a été mis en œuvre dans un contexte dominé par plusieurs faits majeurs.

Au niveau international, le contexte a été marqué par :

- la chute du cours des matières premières et du baril de pétrole;
- le ralentissement de la croissance économique mondiale ;

Sur le plan national, le contexte est marqué par :

- la mise en œuvre de certaines recommandations suite à la signature de l'accord triennal de Facilité Élargie de Crédit (FEC) entre le FMI et le Cameroun ;
- les préparatifs en vue de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 ;
- l'organisation de l'élection présidentielle ;
- la crise sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-Ouest ;
- la résilience de l'économie camerounaise face à la chute des cours mondiaux du pétrole;
- les attaques isolées de la secte islamique Boko Haram dans la région de l'Extrême-nord;
- la gestion des réfugiés dans les Régions de l'Est et de l'Extrême-Nord ;
- la baisse de près de 25% de l'enveloppe budgétaire du MINDCAF sur le triennat 2016-2018 ;
- la poursuite des réalisations des grands projets du septennat, et la mise en œuvre des plans d'urgence triennaux ;
- la signature du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics au Cameroun.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2018

Les autres faits majeurs ayant influencés la mise en œuvre des activités des programmes du MINDCAF au cours de l'exercice 2018 sont d'ordre administratif et financier.

Sur le plan administratif, des lenteurs dans le traitement des dossiers des marchés et des rejets répétitifs ont été effectués par la Commission de passation des marchés publics aussi bien au niveau du Ministère qu'au niveau des marchés publics ce qui a, non seulement entraîné des

retards considérables dans la mise en œuvre des projets budgétisés mais également la perte des crédits. De plus, l'application informatisée PROBMIS dans laquelle s'exécute le budget a un fonctionnement discontinu entraînant ainsi un retard considérable dans le traitement des dossiers et l'exécution financière de certains projets d'investissement.

Sur le plan financier, le déblocage des fonds pour la réalisation en régie de certains projets n'a pas été effectif au cours de l'exercice, entraînant ainsi le retard dans la réalisation desdits projets.

En outre, le blocage de 20% des fonds de précaution sur les crédits alloués à l'exécution des Programmes par le Ministère des Finances ont constitué un frein dans la mise en œuvre de plusieurs actions du Ministère.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

La mise en oeuvre des Programmes du MINDCAF a mobilisé les ressources allouées donc l'utilisation a abouti à des résultats obtenus au cours du triennat.

Ainsi, le Programme 481, dédié à la modernisation du Cadastre a servi dans le cadre de la mise place des infrastructures techniques de base, l'implantation de 380 bornes du réseau géodésique et le suivi des travaux de densification du réseau géodésique national. Grâce à ce programme, le plateau technique des services du cadastre a été amélioré par biais de l'acquisition de 19 nouvelles stations totales affectées aux services du Cadastre. Ce programme a en outre porté la réalisation du Cadastre National dont la matérialité est perceptible à travers l'élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU) définitifs de Garoua et Maroua.

Le Programme 482 qui poursuit la protection et le développement du Patrimoine et le Développement du Patrimoine de l'Etat a pour sa part été le cadre de la réhabilitation de plusieurs édifices publics et logements administratifs à l'instar des délégations départementales et régionales du MINDCAF et du MINDHU.

Le Programme 483, relatif à la Constitution des réserves Foncières et des Lotissements domaniaux a donné lieu dans la poursuite du premier de ses buts à la signature de plusieurs décrets d'incorporation au domaine privé de l'Etat et à l'élaboration et transmission dans les Services du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de nombreux projets de décrets d'incorporation au dit domaine. En sa seconde articulation, ce Programme a été le cadre de la poursuite du programme gouvernemental d'aménagement de 50 000 parcelles avec comme réalisation les travaux du nouveau centre administratif dont la finalisation produira 47 parcelles; de l'aménagement en cours d'un site de 4 Ha à Bonabéri par le MATGENIE dans le but d'accueillir le projet indien de montage des véhicules lourds et légers.

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 481

MODERNISATION DU CADASTRE

Responsable du programme

AWONO JEAN BOSCO
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme de modernisation du Cadastre dont l'objectif est de maîtriser l'espace territorial national en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires, compte quatre (04) actions à savoir :

- la mise en place des infrastructures techniques de base ;
- le relèvement du plateau technique du Cadastre ;
- la réalisation du Cadastre National ;
- la coordination des Services du Cadastre.

La mise en œuvre pour l'exercice budgétaire 2018 des projets liés auxdites actions a globalement permis d'obtenir l'implantation de 280 bornes du réseau géodésique national de référence unique dans la région du Centre.

Le projet d'Appui à la Modernisation du Cadastre et au Climat des Affaires (PAMOCCA) a quant à lui permis de finaliser la construction des Délégations Régionales du Littoral et du Centre, inaugurées en novembre 2017 ; et d'acquérir les matériels techniques spécifiques.

En 2018, la Direction du Cadastre a poursuivi les travaux de densification du réseau géodésique national dans les villes de Nkongsamba, Edéa, Yabassi, Guider et Kousseri, a acquis des équipements techniques spécifiques et documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre et réalisé le Cadastre National à travers le PAMOCCA.

OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion domaniale et le climat des affaires	
Indicateur	Intitulé:	Taux de modernisation du cadastre
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.9300000071525574
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	5.550000190734863
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 5 350 388 000	CP 4 964 311 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AWONO JEAN BOSCO, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Au cours de l'exercice 2018, la mise en œuvre de chacune des actions du programme a été influencée par des éléments divers. S'agissant de la mise en place des infrastructures techniques de base, le contexte a été marqué par la situation sécuritaire dans la Région du Sud-Ouest où l'entreprise SEPRET Sarl a obtenu un ordre de service de suspension des prestations.

En ce qui concerne le relèvement du plateau technique du Cadastre, on a observé une modicité

des sommes allouées à l'acquisition des appareils techniques spécifiques du Cadastre et des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre. En effet la commande du matériel technique spécifique du cadastre est fonction de la dotation budgétaire. Celle-ci n'étant pas toujours conforme à la prévision, il est donc difficile d'avoir l'évolution attendue.

La non-atteinte du taux requis des deux premières actions a constitué un frein à la réalisation du Cadastre National. Cependant, le Projet PAMOCCA s'inscrit dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale contenue dans le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) 2010-2020. Ce dernier qui considère ou traduit la gestion efficiente du patrimoine foncier comme un facteur de promotion du secteur privé et de la compétitivité, cadre avec la vision nationale projetant l'accès du Cameroun au statut de pays émergent en 2035.

Sur le plan budgétaire, notamment en ce qui concerne l'exécution informatisée du budget, le fonctionnement de l'application PROBMIS n'a pas été continu.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Le programme 481, dédié à la modernisation du cadastre, a été mis en œuvre à travers quatre actions à savoir:

- la mise en place des infrastructures techniques de base ;
- le relèvement du plateau technique des Services du Cadastre ;
- la réalisation du Cadastre National ;
- la coordination des Services du Cadastre.

En 2017, le taux de modernisation du Cadastre était de **3.35%**, les actions menées en 2018 ont permis d'atteindre un taux de **4.10%** pour une cible de **5.55%**. On a connu une évolution de **0.75%** qui, au vu des différents contextes est satisfaisante.

La performance de l'action de mise en place des infrastructures techniques de base s'est traduite par un passage du taux de couverture du territoire national de 5% en 2017 à **6.11%** pour une cible de **8.19%** en 2018.

Concernant le relèvement du plateau technique du Cadastre, l'on enregistre grâce aux acquisitions de matériels, une évolution de 118 stations totales à **137** pour une cible de **168** en 2018. Les documents pour la confection des dossiers techniques ont été acquis grâce à un bon de commande.

S'agissant de la réalisation du Cadastre National, il est difficile d'évaluer la performance puisqu'elle dépend de la réalisation des précédentes actions. Jusqu'ici nous sommes à 0% pour une cible escomptée de **4.44%**. Précisons cependant que ces chiffres ne rendent pas compte des activités menées par le PAMOCCA.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<ul style="list-style-type: none"> - Implantation de 40 bornes du réseau géodésique national dans la ville de Guider ; - acquisition des équipements techniques de topographie, de géodésie et de bureau ; - l'acquisition de 19 stations totales et formation de 24 personnels pour leur utilisation ; - élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU) définitifs de Garoua et Maroua ; - réalisation de l'étude sur le cadastre national ; - formation initiale de 71 élèves à l'ENAM dont 32 Administrateurs Civils et 39 Secrétaires d'Administration option Affaires Foncières et domaniales ; - formation continue de 75 responsables du MINDCAF à l'ENAM ; - achèvement des travaux de la Délégation Régionale du Littoral ; - réalisation de l'étude géotechnique des travaux de construction de Délégation Régionale du MINDCAF du Sud ; - réception des rapports (démarrage et intermédiaire) de l'étude sur l'accès des femmes à la propriété foncière au Cameroun. - production des rapports provisoires par la SEPRET (MOD-1/PAMOCCA) relatifs au renforcement du cadre institutionnel, législatif et réglementaire du MINDCAF, à l'étude pour l'élaboration des plans cadastraux et la densification des points du réseau géodésique des villes de Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua. 	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	56,72%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 771 874 426	CP 3 385 797 426
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 578 513 574	Ecart CP 1 578 513 574
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 289 419 426	CP 3 289 419 426
TAUX DE CONSOMMATION	98,79 %	98,79 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Les écarts constatés ci-dessus sont dus à la non-exécution des travaux de densification dans la région du Sud-Ouest à cause de la situation sécuritaire dans cette zone, à la lenteur dans l'exécution des travaux de densification du réseau géodésique national dans l'Extrême-nord; et à la signature d'un avenant dont a bénéficié la Direction du Cadastre s'agissant de l'acquisition des équipements techniques spécifiques et accessoires du Cadastre.</p>	
PERSPECTIVES 2019	<p>Dans la poursuite de l'objectif stratégique visant la maîtrise de l'espace territorial national en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires, le MINDCAF prévoit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - poursuivre la densification du réseau géodésique dans les Régions du Centre, Nord et Extrême Nord ; - assurer la maîtrise d'œuvre de la densification du réseau géodésique dans les Régions suscitées ; - réaliser les travaux des commissions administratives de délimitation cadastrale dans les villes de Yaoundé et Douala; - poursuivre les acquisitions des équipements techniques spécifiques et accessoires du Cadastre ; - poursuivre l'acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du cadastre ; - poursuivre les Travaux de réalisation du Cadastre National. 	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Le programme 481, modernisation du cadastre, a été mis en œuvre à travers quatre actions à savoir:

- la mise en place des infrastructures techniques de base ;
- le relèvement du plateau technique des Services du Cadastre ;
- la réalisation du Cadastre National ;
- la coordination des Services du Cadastre.

Dans le cadre de la mise en place des infrastructures techniques de base, plusieurs activités ont été réalisées notamment l'implantation de 380 bornes du réseau géodésique et le suivi des travaux de la densification du Réseau Géodésique National (RGN).

S'agissant du relèvement du plateau technique des Services du Cadastre, 19 stations totales pour l'équipement technique des services du Cadastre ont été acquises.

Pour ce qui est de la réalisation du Cadastre National, plusieurs activités ont été réalisées notamment:

- l'élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU) définitifs de Garoua et Maroua ;
- l'élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU) définitifs de Garoua et Maroua ;
- l'acquisition des équipements techniques de topographie, de géodésie et de bureau.

la coordination des services du Cadastre quant à elle, a permis d'assurer le paiement des salaires des personnels du programme ainsi que les charges récurrentes.

Action 01 MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE

Il était prévu la réalisation de 660 bornes du réseau géodésique dans les Régions du Littoral, du Nord, de l'Extrême-Nord, et du Sud-Ouest. Les travaux du Sud-Ouest n'ont pas été réalisés à cause de la situation sécuritaire dans ces zones. L'entreprise SEPRET Sarl a demandé un ordre de service de suspension des prestations.

OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national							
Indicateur	Intitulé:	Taux de couverture du territoire national en infrastructures techniques de base					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 8.46%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2015						
	Valeur de référence:	1.8200000524520874						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	8.1899995803833						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0.27						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	856 327 000	470 250 000	830 103 249	444 026 249	403 648 249	403 648 249	90,91 %	90,91 %

CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en place de cette action s'est déroulée dans un contexte général de lenteur dans les procédures de passation des marchés. Un autre fait marquant a été la situation sécuritaire qui prévaut dans la Région du Sud-Ouest, empêchant ainsi l'implantation de 280 bornes du réseau géodésique. Raison pour laquelle l'entreprise SEPRET Sarl a demandé un ordre de service de suspension des prestations.
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - 40 bornes du réseau géodésique implantées à Guider dans le Nord ; - Suivi des travaux de la densification du Réseau Géodésique National (RGN).
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il était prévu la réalisation de 660 bornes du réseau géodésique dans les Régions du Littoral, du Nord, de l'Extrême-Nord, et du Sud-Ouest. Les travaux du Sud-Ouest n'ont pas été réalisés à cause de la situation sécuritaire dans ces zones. L'entreprise SEPRET Sarl a demandé un ordre de service de suspension des prestations.
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre de la densification du réseau géodésique dans les Régions du Centre, Nord et l'Extrême Nord ; - Poursuivres la maitrise d'œuvre de la densification du RGN.

Action 02 RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE

La commande du matériel technique spécifique du cadastre est fonction de la dotation budgétaire. En 2018 il était prévu d'acquérir 15 stations totales, mais un avenant a permis l'acquisition de 4 autres.

Les documents pour la confection des dossiers techniques ont été acquis.

OBJECTIF	Moderniser les services du cadastre							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des services du cadastre à niveau				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 11%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		4.349999904632568					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		33.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		8%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	184 500 000	184 500 000	197 053 893	197 053 893	197 053 893	197 053 893	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été marquée par l'insuffisance des crédits alloués à l'acquisition des appareils techniques spécifiques du Cadastre et des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre. En effet, la commande du matériel technique spécifique du cadastre est fonction de la dotation budgétaire. Celle-ci n'est pas toujours conforme à la prévision, il est donc difficile d'avoir l'évolution attendue.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - acquisition de 19 stations totales et formation de 24 personnels pour leur utilisation ; - acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La commande du matériel technique spécifique du cadastre est fonction de la dotation budgétaire. En 2018 il était prévu l'acquisition de 15 stations totales, mais un avenant a permis d'en acquérir 4 autres. Les documents pour la confection des dossiers technique ont été acquis.							
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - acquisition des matériels techniques spécifiques ; - acquisition des documents pour la confection des dossiers techniques du Cadastre. 							

Action 03 REALISATION DU CADASTRE NATIONAL

La défaillance du Maître d'Ouvrage Déléguée à l'exécution des activités de la composante 1 (MOD1), dont le contrat a été résilié n'a pas permis au projet d'atteindre les objectifs spécifiques et les résultats escomptés à la fin de l'année 2018. Bien plus, le décaissement insuffisant des fonds de contrepartie de l'Etat a plombé la réalisation des activités financées sur ressources internes, notamment la construction et/ou réhabilitation des Délégations Régionales des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières du Sud, Sud-Ouest, Adamaoua, Est, Ouest et Nord-ouest.

OBJECTIF	Améliorer la gestion de l'espace territorial domanial							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des communes disposant d'un plan cadastral numérique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 11%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		4.400000095367432					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		8%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 425 500 000	3 425 500 000	1 145 721 360	1 145 721 360	1 145 721 360	1 145 721 360	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de l'action a été portée par le PAMOCCA au cours de l'exercice 2018 qui a principalement été marquée par la finalisation des activités du Maître d'Ouvrage Délégué à l'exécution des activités de la composante 2 du projet, dont la quasi-totalité des prestations contractuelles ont été réalisées avec satisfaction. Toutefois, la défaillance du Maître d'Ouvrage Délégué à l'exécution des activités de la Composante 1 relative à la modernisation du cadastre et des domaines, dont l'activité phare est la mise en place du système informatisé de gestion intégrée des données cadastrales, foncières, domaniales et patrimoniale, n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - mise en place des outils d'aménagement du territoire ; - renforcement des capacités des acteurs du secteur des domaines et du cadastre ; - mise à niveau des plateaux techniques des services du cadastre et des domaines ainsi que des bénéficiaires (Communautés urbaines de Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua). 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La défaillance du Maître d'Ouvrage Déléguée à l'exécution des activités de la composante 1 (MOD1), dont le contrat a été résilié n'a pas permis au projet d'atteindre les objectifs spécifiques et les résultats escomptés à la fin de l'année 2018. Bien plus, le décaissement insuffisant des fonds de contrepartie de l'Etat a plombé la réalisation des activités financées sur ressources internes, notamment la construction et/ou réhabilitation des Délégations Régionales des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières du Sud, Sud-Ouest, Adamaoua, Est, Ouest et Nord-ouest.							
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - poursuivre les travaux de démarcation de limites des unités administratives ; - poursuivre les travaux du PAMOCCA. 							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE

La dotation budgétaire de cette action a essentiellement été consacrée aux acquisitions de fournitures de bureau, du matériel informatique, au paiement des indemnités de mission, indemnité de billettage des primes pour travaux spéciaux, de rendement et des salaires et les autres dépenses de personnels.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		taux de mise en oeuvre des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		55.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	884 061 000	884 061 000	1 598 995 924	1 598 995 924	1 542 995 924	1 542 995 924	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre a été marqué par le déblocage tardif des crédits alloués aux activités du fait des tensions de trésorerie.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les activités majeures de la coordination des services centraux et déconcentrés du Cadastre sont le paiement des salaires, les dépenses de personnel, l'achat des fournitures et matériels de bureau.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La dotation budgétaire de cette action a essentiellement été consacrée aux acquisitions de fournitures de bureau, du matériel informatique, au paiement des indemnités de mission, indemnité de billettage des primes pour travaux spéciaux, de rendement et des salaires et les autres dépenses de personnels.							
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - renforcer les capacités des personnels ; - améliorer le cadre de travail ; - améliorer les conditions de travail. 							

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 482

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Responsable du programme

MANA SALLA NICAISE CHANTAL
Directeur du Patrimoine de l'Etat

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Il est question dans ce programme de préserver et de développer le patrimoine de l'Etat en vue d'améliorer la gouvernance dudit patrimoine.

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Proportion des bâtiments administratifs estampillés
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	46.06999969482422
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	90.0
Indicateur	Année cible:	2018
	Intitulé:	Nombre de bâtiments administratifs réhabilités
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	47.0
	Année de référence:	2016
Indicateur	Valeur Cible	82.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 7 397 713 000	CP 7 277 713 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANA SALLA NICAISE CHANTAL, Directeur du Patrimoine de l'Etat	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 482 au cours de l'exercice 2018 s'est déroulée dans un contexte général de lourdeurs dans les procédures de passation des marchés, tant au niveau du MINDCAF qu'au Ministère des marchés publics.

Aussi, l'étude en vue du regroupement des services publics à Yaoundé n'a pas été menée à cause de la non obtention de l'autorisation par le MINMAP d'une réalisation des travaux en régie.

En ce qui concerne la gestion informatisée du budget de l'Etat, le fonctionnement de l'application PROBMIS dédiée à cette activité n'a pas été continu, causant ainsi des lenteurs dans le traitement de certains dossiers.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Au cours de l'exercice budgétaire 2018, le programme de protection et de développement du patrimoine de l'Etat a été mis en œuvre à travers la réhabilitation des édifices publics et l'audit technique de certains édifices publics.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Les principaux résultats techniques obtenus au cours de l'exercice budgétaire 2018 sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- la réalisation de l'audit technique des édifices publics suivant (immeuble rose, complexe abritant le MINAS-MINPROFF-CENADI, immeubles abritant le MINADER et le MINAT) ; 2- l'affectation l'ex-base Razel DTP à la Délégation Départementale MINDCAF du Mbéré ayant engendré une réhabilitation et une extension afin de contenir tous les services de ladite Délégation ; 3-la réhabilitation de la Délégation Départementale du Mayo-Danay ; 4- la réhabilitation de la Délégation Départementale du Mayo-Tsanaga; 5- acquisition d'un générateur d'énergie pour la Délégation Régionale de l'Extrême-Nord, et réhabilitation du Tableau Général Basse Tension; 6- la réhabilitation de la Délégation Départementale du Nyong et Kelle; 7- la réhabilitation de la Délégation Départementale du Ndé; 8- la réhabilitation de la Délégation Départementale du Moungo; 9- la réhabilitation de l'Immeuble abritant les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et du MINHDU de l'Est. 	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	65,85%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 7 297 663 010	CP 7 177 663 010
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 100 049 990	Ecart CP 100 049 990
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 896 597 410	CP 3 756 178 172
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Les écarts constatés ci-dessus au niveau du taux de consommation sont dus à la non-exécution des deux activités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- l'étude en vue du regroupement des services publics à Yaoundé; 2- l'études en vue de la construction des résidences de hautes personnalités à Yaoundé ; <p>En effet, l'accord d'exécuter les travaux de l'étude en vue du regroupement des services publics à Yaoundé en régie n'a pas été obtenu du MINMAP et les crédits réservés à l'étude en vue de la construction des résidences de hautes personnalités à Yaoundé ont été réorientés pour la prise en charge d'un avenant dans le cadre des travaux de réhabilitation du Lycée Classique et Moderne de Bafia entamé en 2016.</p>	
PERSPECTIVES 2019	<ol style="list-style-type: none"> 1- achever l'opération d'estampillage des bâtiments administratifs ; 2- procéder à la surveillance du parc immobilier de l'Etat grâce au système GPS ; 3- procéder à l'inventaire et l'estampillage du patrimoine mobilier de l'Etat en vue de la maîtrise et rationaliser la gestion de cet important patrimoine; 4- procéder à l'inventaire et l'état des lieux des bâtiments administratifs à l'étranger; 5- poursuivre les audits des bâtiments administratifs tant sur le territoire national qu'à l'étranger. 6- poursuivre progressivement la remise en état des bâtiments administratifs ; 7- poursuivre la construction des édifices publics et des logements administratifs ; 8- poursuivre rationalisation de l'occupation des édifices publics (le regroupement des services dans les régions et départements ainsi que la construction de nouveaux espaces de travail où cela s'avère nécessaire). 9- mener les études en vue de la restructuration des logements administratifs en ruine en vue d'accroître le parc immobilier bâti de l'Etat et par conséquent réduire la charge locative; 10- mener une étude sur la valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger. 	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Le programme 482: Protection et développement du patrimoine de l'Etat , a été mis en œuvre à travers deux (02) actions à savoir:

- la réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs ;
- la Coordination des services du patrimoine de l'Etat.

Dans le cadre de la réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs, plusieurs activités ont été réalisées à savoir:

- la réhabilitation de la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Danay ;
- la réhabilitation de la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Tsanaga ;
- la réhabilitation de la délégation départementale du MINDCAF du Nyong et Kelle ;
- la réhabilitation de la délégation départementale du MINDCAF du Ndé ;
- la réhabilitation de la délégation départementale du MINDCAF du Mounjo à Nkongsamba ;
- la réhabilitation de l'Immeuble abritant les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et du MINHDU de l'Est.

Action 02 REHABILITATION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES									
OBJECTIF	Préserver le patrimoine de l'Etat en vue d'améliorer le cadre de vie et de travail des agents de l'Etat								
Indicateur	Intitulé:	Nombre des bâtiments administratifs réhabilités						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	47.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	56.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	7							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	252 420 000	252 420 000	308 099 980	308 099 980	308 099 980	167 680 742	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en oeuvre de cette action s'est déroulée dans un contexte général de lourdeurs dans les procédures de passation des marchés, tant au niveau du MINDCAF qu'au Ministère des marchés publics.								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<p>1- L'audit technique des édifices publics suivants (immeuble rose, complexe abritant le MINAS-MINPROFF-CENADI, immeubles abritant le MINADER et le MINATD) a été réalisé ;</p> <p>2- l'ex-base Razel DTP affecté à la délégation départementale MINDCAF du Mbéré à Meiganga à connu une réhabilitation et une extension afin de contenir tous les services de ladite délégation ;</p> <p>3- la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Danay a été réhabilitée ;</p> <p>4- la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Tsanaga a été réhabilitée ;</p> <p>5- un groupe électrogène a été fourni et posé à la délégation régionale des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de l'extrême-Nord, et Tableau Général Basse Tension a été réhabilité ;</p> <p>6- la délégation départementale du MINDCAF du Nyong et Kelle a été réhabilitée ;</p> <p>7- la délégation départementale du MINDCAF du Ndé à Bangangté a été réhabilitée ;</p> <p>8- la délégation départementale du MINDCAF du Moungo à Nkongsamba a été réhabilitée ;</p> <p>9- l'Immeuble abritant les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et du MINH DU de l'Est à Bertoua a été réhabilitée.</p>
<p>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Sur les 308 099 980 F CFA révisées en 2018, 167 680 742 F CFA en crédit de paiement ont été utilisés pour la réhabilitation de plusieurs bâtiments administratifs notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Danay ; - la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Tsanaga ; - la délégation départementale du MINDCAF du Mayo-Tsanaga ; - un groupe électrogène a été fourni et posé à la délégation régionale des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de l'extrême-Nord, et Tableau Général Basse Tension ; - la délégation départementale du MINDCAF du Nyong et Kelle ; - la délégation départementale du MINDCAF du Ndé à Bangangté ; - l'Immeuble abritant les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et du MINH DU de l'Est à Bertoua
<p>Perspectives 2019</p>	<p>Compte tenu de l'ampleur des dégradations du patrimoine de l'Etat, cette action se poursuivra et nécessitera des dotations budgétaires beaucoup plus importantes en vue de la préservation dudit patrimoine. Par ailleurs une vaste opération d'audit des propriétés administratives a été entamée en 2015 et se poursuivra dans les prochains exercices dans l'optique de maîtriser la consistance, la qualité et le coût des travaux de remise en état desdites propriétés, tant sur l'étendue du territoire national qu'à l'étranger.</p>

Action 03 CONSTRUCTION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES

les crédits alloués dans le cadre de cette action se sont avérés insuffisants pour la construction des propriétés administratives.

OBJECTIF	Développer le patrimoine immobilier							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de bâtiments administratifs construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		4.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	150 000 000	30 000 000	133 345 700	13 345 700	133 345 700	13 345 700	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Aucune activité n'a été menée dans le cadre de cette action en 2018.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	les crédits alloués dans le cadre de cette action se sont avérés insuffisants pour la construction des propriétés administratives.							
Perspectives 2019								

Action 07 COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels.

S'agissant du paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action.

Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun quoique, certains parmi ces derniers ne s'acquittent pas de cette procédure dans les délais régulièrement impartis.

En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquérir le matériel de fonctionnement nécessaire.

OBJECTIF	assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		taux de mise en oeuvre des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		57.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 995 293 000	6 995 293 000	6 758 217 330	6 758 217 330	3 477 151 730	3 477 151 730	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui de la recherche de plus d'efficacité du service public et l'apurement de la charge locative.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - salaires régulièrement payés ; - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans le Mfoundi payés à hauteur de 1 935 000 000. FCFA ; - loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans les autres Départements du Pays payés à hauteur de 3 210 000 000 F CFA. 							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<p>Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels.</p> <p>S'agissant du paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action.</p> <p>Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun bien que certains d'entre eux ne transmettent pas parfois leurs factures à temps.</p> <p>En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquérir le matériel de fonctionnement nécessaire.</p>
<p>Perspectives 2019</p>	<ul style="list-style-type: none"> - reformuler l'indicateur et élaborer sa fiche de renseignement ; - de réduire considérablement les arriérés de loyers de l'Etat qui vont sans cesse grandissantes ; - de réduire la charge locative, à travers une stratégie de construction des édifices publics qui doit être sérieusement étudiée. Dans cette perspective, les projets du plan d'urgence, notamment l'aménagement du noyau central de Yaoundé avec la construction des bâtiments à usage de bureau permettra de réduire considérablement ladite charge.

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 483

CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS
DES TERRAINS DOMANIAUX

Responsable du programme

MEVONGO OKOMONO PAUL FELIX
Directeur des Domaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif global du Programme de Constitution des Réserves Foncières et lotissements des terrains domaniaux est de disposer d'une part, des réserves foncières à travers l'accroissement de l'offre en terrain en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie des infrastructures et de l'habitat social et d'autre part, de garantir l'information documentaire fiable en temps réel au moyen de l'informatisation des conservations foncières.

Le programme se décline en six (06) actions à savoir :

- Action 1 : Constitution des réserves foncières ;
- Action 2 : Lotissements domaniaux ;
- Action 3 : Coordination des services des Domaines ;
- Action 4 : Coordination des services des Affaires Foncières ;
- Action 5 : Modernisation de la gestion des Affaires Foncières ;
- Action 6 : Valorisation du Domaine Public.

OBJECTIF	Disposer des réserves foncières en vue de contribuer au développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de conservations foncières informatisées
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	24.190000534057617
Indicateur	Année cible:	2018
	Intitulé:	Proportion de parcelles produites
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	5.460000038146973
	Année de référence:	2016
Indicateur	Valeur Cible	16.399999618530273
	Année cible:	2018
	Intitulé:	Proportion d'hectares sécurisés
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	1.0099999904632568
Indicateur	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
	ACTIONS DU PROGRAMME	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 675 011 000	CP 2 675 011 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MEVONGO OKOMONO PAUL FELIX, Directeur des Domaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Ce programme vise d'une part, l'accroissement substantiel de l'offre de terrains destinés aux projets de développement de l'Etat, aux autres personnes morales de droit public et aux promoteurs privés et d'autre part, la création des espaces viabilisés au moyen des procédures les plus simplifiées à l'instar de l'informatisation des conservations foncières.

Le programme de constitution des réserves foncières et des lotissements des terrains domaniaux est mise en oeuvre dans un contexte marqué par l'épuisement des réserves foncières de l'Etat.

Par ailleurs, la mise en oeuvre de ce programme a été influencée par la préparation de l'organisation de la CAN 2019 qui a imposé au MINDCAF une priorisation des activités liées à la sécurisation juridique des sites devant abriter les infrastructures dédiées à cet évènement.

Aussi, la réforme du code des marchés publics intervenue le 20 juin 2018, a nécessité un temps d'adaptation des services du MINDCAF ; ce qui a conduit à un retard dans le processus de passation des marchés publics impactant ainsi l'exécution des travaux de certains projets.

S'agissant de la performance du programme 483, les activités qui constituent les six (06) actions dudit programme ont été menées au cours de l'année 2018.

Ainsi, dans le cadre de **la modernisation des Affaires Foncières**, la proportion des conservations foncières informatisées représentant 0% jusqu'en 2017, devait atteindre **24, 19%** en 2018.

Le résultat obtenu durant cet exercice 2018 est de **0%**. Cependant, il est important de noter qu'il existe dans cette action, des tâches dont l'exécution donne des résultats satisfaisants, mais qui ne permettent pas de faire évoluer l'indicateur de ladite action.

Pour ce qui est de **la constitution des réserves foncières**, la proportion d'hectares sécurisés et acquis attendus en 2018 était de 100 %. A la fin de cet exercice, l'on enregistre une performance de **24,54 %**, soit un écart de **-75, 46 %**.

Quant aux **lotissements des terrains domaniaux**, sur prévision **16,40%** de concernant les parcelles à produire en 2018, l'on a enregistré une performance de **33,33 %** soit un écart de **+ 16,93%**.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Les crédits alloués à ce programme ont permis d'obtenir les résultats ci-dessous :

- la signature de 21 décrets portant incorporation au domaine privé de l'Etat et indemnisation des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte de droits fonciers pour une superficie globale de 946 822ha 55a 90ca ;
- les rapports et pièces graphiques disponibles ont été produits, suite à l'étude en vue de la création d'un lotissement au quartier hippodrome à Yaoundé et l'exécution des travaux desdits lotissements.

Documents d'établissement des titres fonciers acquis :

- 16 053 copies de titres fonciers de 12 feuillets ;
- 50 livres fonciers de 400 pages ;
- 18 000 chemises de travail ;
- 15 000 chemises de dossier de titres fonciers acquis.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Les crédits alloués à ce programme ont permis d'obtenir les résultats ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la signature de 21 décrets portant incorporation au domaine privé de l'Etat et indemnisation des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte de droits fonciers pour une superficie globale de 946 777ha 55a 90ca ; - les rapports et pièces graphiques disponibles ont été produits, suite à l'étude en vue de la création d'un lotissement au quartier hippodrome à Yaoundé et l'exécution des travaux desdits lotissements. Documents d'établissement des titres fonciers acquis : - 16 053 copies de titres fonciers de 12 feuillets ; - 50 livres fonciers de 400 pages ; - 18 000 chemises de travail ; - 15 000 chemises de dossier de titres fonciers acquis. 	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	24,49%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 029 592 759	CP 2 029 592 759
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 645 418 241	Ecart CP 645 418 241
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 1 868 792 759	CP 1 868 792 759
TAUX DE CONSOMMATION	100 %	100 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Le paiement des indemnisations des personnes victimes de perte de biens et/ou de droits fonciers n'a pas été exécuté car les crédits ont été réorientés. De même, la construction d'une salle de surveillance du domaine privé de l'Etat n'a pas été exécutée..</p>	
PERSPECTIVES 2019	<ul style="list-style-type: none"> -procéder à l'indemnisation des victimes dans la cadre de la constitution des réserves foncières ; -apurer la dette issue de la mise à disposition des terres au MINDCAF suivant la convention Etat/MAETUR ; - poursuivre les opérations d'achat des terrains et immeubles SRC ; -poursuivre les travaux d'aménagement du lotissement domaniale à Yaoundé au lieu-dit hippodrome ; -poursuivre avec l'acquisition des documents d'établissement de titres fonciers. 	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

Le programme 483: Constitution des Réserves Foncières et lotissements des terrains domaniaux , a été mis en œuvre à travers six (06) actions à savoir:

- Constitution des réserves foncières ;
- Lotissement des terrains domaniaux ;
- Coordination des services des domaines;
- Coordination des services des affaires foncières;
- Modernisation de la gestion des affaires foncières;
- Valorisation du domaine public.

Dans le cadre de la Constitution des réserves foncières, plusieurs activités ont été réalisées en 2018.

Ainsi, pour une superficie globale de **3 865 970 ha** à sécuriser sur le triennat, un nombre important d'activités ont été menées en 2018 notamment:

- la signature de **21 décrets** d'incorporation au domaine privé de l'Etat (qui traduisent la sécurisation juridique des sites), d'indemnisation et/ou d'expropriation pour une superficie globale de **946 822ha 55a 90ca** ;
- l'élaboration et la transmission dans les Services du Premier Ministre, de **10 projets de décrets** pour une superficie globale de **245 861,6 494 ha** ;
- l'élaboration de plusieurs projets de décrets d'incorporation au domaine privé de l'Etat pour certains sites ;

Pour ce qui est des Lotissements des terrains domaniaux; avant 2018, **110ha** ont été rétrocédés à Dibombari à la MAGZI. Dans le cadre du Programme gouvernemental d'aménagement de **50 000 parcelles** constructibles, **1104 parcelles** sont aménagés depuis 2014 et à date, la consistance des travaux est la suivante :

- la poursuite des travaux du nouveau centre administratif dont la finalisation produira 47 parcelles ;
- l'aménagement en cours d'un site de **04ha** à Bonaberi par le MATGENIE dans le but d'accueillir le projet indien de montage des véhicules lourds et légers;
- la réalisation d'une étude en vue de la création d'un lotissement au quartier Hippodrome et la poursuite des travaux d'aménagement depuis 2018 ;
- la réalisation des travaux d'aménagement des lotissements d'Olembe, Mbalgong, Bwang Bakoko I et II et du Nouveau Centre administratif.

S'agissant de la coordination des services des affaires foncières, la dotation budgétaire relative à cette action a servi entre autres, au paiement des salaires des personnels du Programme 483 et des primes, à l'acquisition du matériel informatique, des fournitures de bureau ainsi qu'au carburant et lubrifiant pour automobiles.

La coordination des services des Affaires Foncières à quant a elle permis au paiement des salaires du personnel de la Direction des Affaires Foncières ainsi que ceux des Services déconcentrés des Affaires Foncières et des Conservations foncières, au paiement des primes,

de l'achat du carburant et à l'acquisition du matériel informatique et de bureau.

La Modernisation de la gestion des affaires foncières a quant à elle permis de réaliser les activités d'inventaire et de transcription des titres fonciers, à l'acquisition des documents d'établissement des titres fonciers, des titres de propriété et des registres spéciaux pour l'enregistrement des sûretés et garanties sur les concessions et baux domaniaux.

Dans cette démarche de modernisation, l'informatisation des conservations foncières n'a pas été possible à cause de la rareté des ressources financières qui s'est érigée tout au long du triennat 2016-2018 en obstacle à sa budgétisation.

Pour ce qui est de la valorisation du domaine Public, une étude en vue du recasement des personnes déplacées des marécages de la ville de Yaoundé a été menée en 2018. Des suggestions sont faites pour un projet similaire dans la ville de Douala.

Action 01 CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES

Les fonds dédiés au paiement des indemnités ont été réorientés, par conséquent, cette activité n'a pas pu être réalisée. En revanche, les deux autres activités budgétisées ont été entièrement exécutées.

OBJECTIF	Disposer des réserves foncières							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'hectares sécurisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100,79 %	
	Unité de mesure		ha					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		235099.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible							
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	491 520 000	491 520 000	321 514 000	321 514 000	321 514 000	321 514 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de l'action de Constitution des réserves foncières s'est déroulée dans un contexte marqué par l'épuisement des réserves foncières de l'Etat et la demande de plus en plus forte en terrains sécurisés.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> - achat des terrains et immeubles SRC ; - apurement de la dette issue de la mise à disposition des terres au MINDCAF suivant la convention Etat/MAETUR pour une superficie globale de 24ha 22a 74 ca. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les fonds dédiés au paiement des indemnités ont été réorientés, par conséquent, cette activité n'a pas pu être réalisée. En revanche, les deux autres activités budgétisées ont été entièrement exécutées.							
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - achever l'apurement de la dette issue de la mise à disposition des terres au MINDCAF suivant la convention Etat/MAETUR ; - poursuivre l'achat des terrains et des immeubles SRC ; - payer les indemnités des personnes victimes de destruction des biens dans le cadre du projet de constitution des réserves foncières. 							

Action 02 LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX

- retard dans la mise à disposition des documents ;
- retard au niveau de la disponibilité des sites.

OBJECTIF	Accroître l'offre en terrains viabilisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de parcelles produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 26,88%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1104.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		4107.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	216 310 000	216 310 000	199 975 095	199 975 095	199 975 095	199 975 095	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La création des lotissements domaniaux intervient dans un contexte marqué par le développement de certaines villes camerounaises dans lesquelles se déploient à un rythme effréné, la formation des quartiers d'habitat anarchique et enclins à l'insécurité et par l'accroissement de la demande des terrains sécurisés et viabilisés.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Dans le cadre de la création du lotissement domaniale de Yaoundé au lieu-dit Hippodrome, les activités ci-après ont été exécutées : - travaux de remblais et de déblais ; - travaux de construction des dalots.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- retard dans la mise à disposition des documents ; - retard au niveau de la disponibilité des sites.							
Perspectives 2019	- finaliser les travaux de création des lotissements à Hippodrome ; - poursuivre les travaux d'aménagement de 50 000 parcelles constructibles .							

Action 03 COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES

Dans le cadre de cette action, toutes les activités y relatives ont été réalisées de manière satisfaisante.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		taux de réalisation des activités budgétisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		65.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		90.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	129 965 000	129 965 000	108 059 986	108 059 986	52 059 986	52 059 986	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La coordination des Services des Domaines intervient dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de baser son action sur une bonne gouvernance. Ceci afin de gérer efficacement et concrétiser les missions qui lui sont assignées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Les activités majeures de cette action réalisées en 2018 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les missions effectuées dans le cadre du redressement des dossiers et assistance technique aux commissions de constat et d'évaluation ; - les missions réalisées dans le cadre des activités de la Direction des Domaines ; - la production de 67 projets de décrets d'incorporation, d'indemnisation et d'expropriation ; - la production de 161 projets d'arrêtés de déclaration d'utilité publique ; - la production de 194 projets de décision portant autorisation de vente de gré à gré ; - la production de 151 projets d'arrêtés portant autorisation de vente de gré à gré ; - la production de 14 projets de décrets portant affectation ; - la production de 2 projets d'arrêtés relatifs aux baux ; - la production de 60 projets d'arrêtés de demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de la mise en œuvre du programme. Elles contribuent à l'acquisition du matériel de bureau et informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux.</p> <p>le paiement des salaires a été régulièrement effectué.</p>							
Perspectives 2019	<p>Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; - la réalisation des missions dans le cadre de l'opération de constitution des réserves foncières ; - le paiement des salaires et des primes. 							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES

Dans le cadre de cette action, toutes les activités y relatives ont été réalisées de manière satisfaisante.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		taux de réalisation des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		61.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 587 216 000	1 587 216 000	1 202 452 645	1 202 452 645	1 097 652 645	1 097 652 645	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La coordination des Services des Affaires Foncières intervient dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de baser son action sur une bonne gouvernance. Ceci afin de gérer efficacement et concrétiser les missions qui lui sont assignées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Les activités majeures de cette action, réalisée en 2018, sont constituées de l'exécution des missions concourant à la production d'actes liés à la gestion du domaine national de première et deuxième catégorie. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la production de 15 992 titres fonciers issus de : - 7 344 immatriculations directes ; - 8 555 morcellements ; - 67 transformations d'actes et 36 fusions ; - la production de 445 actes d'attributions soit 434 concessions provisoires, 5 baux, 6 concessions définitives. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 50%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de mettre en œuvre le programme au regard du déficit chronique en matériel de bureau et informatique. A titre d'illustration, huit (08) cadres se partagent deux (02) ordinateurs en état de marche, insuffisance d'armoires de rangement. Il y a en outre le paiement des salaires qui a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2019	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers ; - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; - la réalisation des missions de suivi-évaluation dans le cadre des opérations de certification des titres fonciers transcrits dans les conservations foncières à caractère spécial du Mfoundi et du Wouri ; - l'acquisition des documents d'établissement des titres fonciers. 							

Action 05 MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES

Dans le cadre de cette action, plusieurs activités ont été menées. Cependant, ces dernières ne font pas évoluer l'indicateur de l'action qui est la proportion des conservations foncières informatisées. Ainsi, les activités suivantes ont été réalisées notamment l'acquisition des documents ci-après:

- 16 053 copies de titres fonciers de 12 feuillets ;
- 70 livres fonciers de 400 pages ;
- 18 000 chemises de travail ;
- 15 000 chemises de dossier de titres fonciers.

Cette acquisition a contribué à l'immatriculation de 15 992 dépendances.

OBJECTIF	Assurer la transparence et réduire les délais de traitement du titre foncier							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de conservation foncière informatisée				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		8.0649995803833					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	170 000 000	170 000 000	118 494 240	118 494 240	118 494 240	118 494 240	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Au cours de l'exercice 2018, cette action a été influencée par la rareté des ressources financières laquelle n'a pas permis de budgétiser l'informatisation des conservations foncières.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>Aucune activité n'ayant été exécutée en faveur de l'informatisation des conservations foncières, celles réalisées portent essentiellement sur les activités budgétisées.</p> <p>Les extraits ci-dessous obtenus ne permettent pas de renseigner l'indicateur, mais font remarquer que les documents d'établissement des titres fonciers ont été acquis à hauteur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 053 copies de titres fonciers de 12 feuillets ; - 70 livres fonciers de 400 pages ; - 18 000 chemises de travail ; - 15 000 chemises de dossier de titres fonciers. <p>Cette acquisition a contribué à l'immatriculation de 15 992 dépendances.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le résultat obtenu se justifie par la non-budgétisation de l'informatisation des conservations foncières et l'impossibilité pour l'indicateur retenu, de capter la performance de l'action sur la base des activités budgétisées.</p> <p>Conscient de cette inadéquation, l'utilisation des ressources allouées montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur les 19 870 copies de titres fonciers attendues, 16 053 ont été acquises. L'Imprimerie Nationale accuse un retard de livraison de 3 817 copies, dû à son mécanisme de paiement. ; - la non-exécution de la restauration des archives à cause de l'accord tardif du MINMAP à autoriser son exécution en régie et la réorientation des crédits alloués à ce titre. 							

Perspectives 2019	<p>Le MINDCAF envisage :</p> <ul style="list-style-type: none">- poursuivre la certification des titres fonciers transcrits dans les conservations foncières à caractère spécial ;- poursuivre l'acquisition des documents d'établissement des titres fonciers ;- procéder au suivi-évaluation des activités de la modernisation des affaires foncières ;- poursuivre le processus de décongestionnement des ex-conservations foncières du Mfoundi et du Wouri.- démarrer l'informatisation des conservations foncières ;- poursuivre le processus de mise en œuvre de la copropriété.
-------------------	---

Action 06 VALORISATION DU DOMAINE PUBLIC

Dans le cadre de cette action, plusieurs activités ont été menées. Cependant, ces dernières ne font pas évoluer l'indicateur de l'action qui est la proportion du domaine public inventorié et mis en valeur. Ainsi, les activités suivantes ont été réalisées notamment:

- l'inventaire (recensement) de l'ensemble des marécages du Département du Mfoundi ;
 - vérification de l'état d'occupation des marécages en déterminant les taux d'occupation, la densité, etc. ;
 - recensement des familles installées ;
 - élaboration d'une stratégie de recasement des personnes à déplacer;
- élaboration des plans types avec maquettes et les cahiers de charges d'occupation des zones de recasement ;
- élaboration du plan cadastral de chaque marécage identifié.

OBJECTIF	Rentabiliser le domaine public							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du domaine public inventorié et mis en valeur				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 46,67%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		5.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	80 000 000	80 000 000	79 096 793	79 096 793	79 096 793	79 096 793	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'inventaire des marécages intervient dans un contexte marqué par l'exploitation et l'occupation anarchique du domaine public, qui devient un phénomène de plus en plus grandissant dans notre pays.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - l'inventaire (recensement) de l'ensemble des marécages du Département du Mfoundi ; - vérification de l'état d'occupation des marécages en déterminant les taux d'occupation, la densité, etc. ; - recensement des familles installées ; - élaboration d'une stratégie de recasement des personnes à déplacer; <p>élaboration des plans types avec maquettes et les cahiers de charges d'occupation des zones de recasement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - élaboration du plan cadastral de chaque marécage identifié. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les travaux ont été bouclés et l'objectif du projet était d'identifier les personnes habitant dans les marécages en vue de leur recasement.</p> <p>L'activité budgétisée ne cadre pas avec l'objectif de l'action ce qui conduit à l'incohérence entre les activités menées et les résultats attendus. Ainsi, sur 671 ménages recensés, correspondant à une population estimée à 7 666 personnes, seuls 379 ménages sont éligibles au recasement.</p>							
Perspectives 2019	Poursuivre l'inventaire des marécages dans la ville de Douala et les autres villes du pays.							

2018

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 484

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Responsable du programme

EBANG MVE URBAIN NOEL F

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le Programme 484, dédié à la Gouvernance et Appui Institutionnel du sous-secteur domaine, cadastre et affaire foncière a pour objectif l'améliorer de la coordination des services et la bonne mise en œuvre des programmes. Il est le programme support du Ministère des Domaines du Cadastre et des Affaires Foncières. A ce titre, il s'assure des bonnes conditions de travail du personnel dans les services grâce à la dotation en infrastructures et équipements adéquats. En plus d'assurer le bon fonctionnement des services, ce Programme veille à la mise à niveau des capacités du personnel, grâce à l'organisation des séminaires et formations dans des domaines spécifiques et divers rattachés aux missions du MINDCAF.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	
Indicateur	Intitulé:	Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2016
	Valeur Cible	70.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME		
DOTATIONS INITIALES	AE 3 993 465 000	CP 3 633 465 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	EBANG MVE URBAIN NOEL F,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

- le changement de l'équipe managériale en charge de la mise œuvre du Programme. Le programme 484 est le seul à avoir connu deux (02) responsables de Programme en une année ;
- la remise du Maître d'Ouvrage au centre du processus de passation des marchés avec la signature du nouveau code des marchés publics ;
- les perturbations liées à l'instabilité dans le fonctionnement de l'application PROBMIS.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2018

Au cours de l'exercice budgétaire 2018, plusieurs activités ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre des actions de ce Programme notamment :

- l'acquisition du matériel et équipements informatiques ;
- l'acquisition du mobilier de bureau ;
- l'acquisition de photocopieurs.

Les capacités des personnels ont été renforcées grâce à de multiples thèmes de formations étudiés durant cet exercice.

Ainsi, durant le premier trimestre, les billeteurs et régisseurs de caisse d'avance ont reçus une

formation dans l'objectif est de Maîtriser les principes de la comptabilité publique et d'acquérir les méthodes budgétaires et comptables optimales.

Au second trimestre de l'année 2018, les Directeurs, les Sous-directeurs, les Chefs de service, les Cadres et Agents ont été formés avec pour objectifs de maîtriser la langue Française et Anglaise et la promotion du bilinguisme.

Les Chefs de service, Cadres et Secrétaires ont été formés en informatique générale avec pour but de maîtriser l'outil informatique.

Le personnel de la Sous-Direction du Suivi des Recettes Domaniales, et les receveurs des domaines a reçu une formation sur la pratique administrative et l'initiation à la copropriété avec pour but d'analyser et résoudre les difficultés que posent la pratique administrative et la gestion de la copropriété au Cameroun.

Les Sous-directeurs, Chefs de service et les Cadres ont reçus une formation en rédaction administrative.

Les Sous Directeurs les Chefs de service, les Cadres et Agents ainsi que le Personnel Régional du Patrimoine de l'Etat ont été formé sur la sécurité-incendie et les techniques industrielles de maintenance.

(elec bat & auto, plomberie, mécatronique, chaudronnerie, climatisation, menuiserie...)

Les personnels intervenant dans la gestion de la carrière et de la solde (MINDCAF) ont reçu une formation sur le SIGIPES II

Enfin au cours du troisième trimestre, les Sous-directeurs, les Chefs de service et Cadres ont été formés sur les Aspects théoriques et pratiques de La gestion des Archives foncières, domaniales et cadastrales.

Dans le cadre de l'optimisation des recettes domaniales, cadastrales et foncières, plusieurs missions auprès des postes de recettes au niveau départemental ont été menées par la Sous-direction du suivi des recettes domaniales afin de s'assurer d'un meilleur recouvrement des recettes.

S'agissant de la performance interne des services, des missions de contrôles et audits internes ont été menées par l'Inspection Générale.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Au cours de l'exercice budgétaire 2018, plusieurs activités ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre des actions de ce Programme notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition du matériel et équipements informatiques ; - l'acquisition du mobilier de bureau ; - l'acquisition de photocopieurs. <p>Les capacités des personnels ont été renforcées grâce à de multiples thèmes de formations étudiés durant cet exercice.</p> <p>Ainsi, durant le premier trimestre, les billeteurs et régisseurs de caisse d'avance ont reçu une formation dans l'objectif est de Maîtriser les principes de la comptabilité publique et d'acquérir les méthodes budgétaires et comptables optimales.</p> <p>Au second trimestre de l'année 2018, les Directeurs, les Sous-directeurs, les Chefs de service, les Cadres et Agents ont été formés avec pour objectifs de maitriser la langue Française et Anglaise et la promotion du bilinguisme.</p> <p>Les Chefs de service, Cadres et Secrétaires ont été formés en informatique générale avec pour but de maitriser l'outil informatique.</p> <p>Le personnel de la Sous-Direction du Suivi des Recettes Domaniales, et les receveurs des domaines a reçu une formation sur la pratique administrative et l'initiation à la copropriété avec pour but d'analyser et résoudre les difficultés que posent la pratique administrative et la gestion de la copropriété au Cameroun.</p> <p>Les Sous-directeurs, Chefs de service et les Cadres ont reçu une formation en rédaction administrative.</p> <p>Les Sous Directeurs les Chefs de service, les Cadres et Agents ainsi que le Personnel Régional du Patrimoine de l'Etat ont été formé sur la sécurité-incendie et les techniques industrielles de maintenance (elec bat & auto, plomberie, mécatronique, chaudronnerie, climatisation, menuiserie...)</p> <p>Les personnels intervenant dans la gestion de la carrière et de la solde (MINDCAF) ont reçu une formation sur le SIGIPES II</p> <p>Enfin au cours du troisième trimestre, les Sous-directeurs, les Chefs de service et Cadres ont été formés sur les Aspects théoriques et pratiques de La gestion des Archives foncières, domaniales et cadastrales.</p> <p>Dans le cadre de l'optimisation des recettes domaniales, cadastrales et foncières, plusieurs missions auprès des postes de recettes au niveau départemental ont été menées par la Sous-direction du suivi des recettes domaniales afin de s'assurer d'un meilleur recouvrement des recettes.</p> <p>S'agissant de la performance interne des services, des missions de contrôles et audits internes ont été menées par l'Inspection Générale.</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 324 130 972	CP 2 964 130 972
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 669 334 028	Ecart CP 669 334 028
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 604 317 837	CP 2 604 062 837
TAUX DE CONSOMMATION	99,67 %	99,67 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les crédits alloués pour la mise en œuvre de ce Programme ont été entièrement consommés, et les objectifs escomptés ont été entièrement atteints.	

PERSPECTIVES 2019	<p>Le Programme 484, programme support du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières devrait poursuivre la facilitation de la mise en œuvre des programmes opérationnels en 2019 à travers la poursuite de la dotation des services en matériels et mobiliers de bureau, l'acquisition en équipements informatiques et photocopieurs.</p> <p>L'amélioration de la performance du personnel devrait se poursuivre en 2019 à travers le renforcement des capacités grâce à de multiples stages et formations organisés par les services du MINDCAF.</p> <p>Plusieurs descentes devraient être effectuées par la Sous-direction du Suivi des Recettes Domaniales, Cadastreales et Foncières auprès des services départementaux de recettes dans le but de s'assurer du recouvrement optimal desdites recettes ;</p> <p>En outre, il s'agirait aussi de :</p> <ul style="list-style-type: none">- s'assurer du paiement des salaires des personnels de ce Programme;- s'assurer du paiement des charges communes en eau électricité et téléphone ect.- poursuivre l'amélioration de la performance des services du MINDCAF à travers des contrôles et audits internes;- améliorer la planification stratégique du MINDCAF à travers une meilleure élaboration et production des documents de planification ;- centraliser les informations relatives aux recettes domaniales, cadastrales et foncières.
----------------------	--

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2018

La mise en œuvre des Programmes du MINDCAF a mobilisé les ressources allouées donc l'utilisation a abouti à des résultats obtenus au cours du triennat.

Ainsi, le Programme 481, dédié à la modernisation du Cadastre a permis dans le cadre de la mise place des infrastructures techniques de base, l'implantation de 380 bornes du réseau géodésique et le suivi des travaux de densification du réseau géodésique national. Grâce à ce programme, le plateau technique des services du cadastre a été amélioré par biais de l'acquisition de 19 nouvelles stations totales affectées aux services du Cadastre. Ce programme a en outre porté la réalisation du Cadastre National dont la matérialité est perceptible à travers l'élaboration des Plans Directeurs d'Urbanisme (PDU) définitifs de Garoua et Maroua.

Le Programme 482 qui poursuit la protection et le développement du Patrimoine de l'Etat a pour sa part été le cadre de la réhabilitation de plusieurs édifices publics et logements administratifs à l'instar des délégations départementales et régionales du MINDCAF et du MINDHU.

Le Programme 483, relatif à la Constitution des réserves Foncières et des Lotissements domaniaux a donné lieu dans la poursuite du premier de ses buts à la signature de plusieurs décrets d'incorporation au domaine privé de l'Etat et à l'élaboration et transmission dans les Services du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, de nombreux projets de décrets d'incorporation au dit domaine. En sa seconde articulation, ce Programme a été le cadre de la poursuite du programme gouvernemental d'aménagement de 50 000 parcelles avec comme réalisation les travaux du nouveau centre administratif dont la finalisation produira 47 parcelles; de l'aménagement en cours d'un site de 4 Ha à Bonabéri par le MATGENIE dans le but d'accueillir le projet indien de montage des véhicules lourds et légers.

Le Programme 484, dédié à la Gouvernance et Appui Institutionnel du sous-secteur domaine, cadastre et affaire foncière a été mis en œuvre à travers quatre (04) actions à savoir:

- l'amélioration du cadre de travail;
- la coordination des activités des services du Secrétariat Général;
- la coordination des affaires générales et financières;
- la coordination des activités du Cabinet MINDCAF.

Dans le cadre de l'amélioration du cadre de travail, plusieurs activités ont été menées notamment l'acquisition de plusieurs équipements à savoir des bureaux, du matériels informatique, des photocopieurs et l'acquisition d'un véhicule de fonction pour le Ministre.

S'agissant de la coordination des activités des services du Secrétariat Général, on peut relever que plusieurs formations ont été effectuées par les personnels des services centraux et déconcentrés du MINDCAF. De même, les activités et travaux des services déconcentrés ainsi que des Comités et groupes de travail ont été effectués.

Pour ce qui est de la coordination des affaires générales et financières, il est à noter que les salaires des personnels du Programme 484 ont été payés. Le fonctionnement des groupes de travail, comités ainsi que la Commission de Passation des Marchés a été assuré. En outre, cette action a permis de couvrir les charges et dépenses communes de fonctionnement, et

l'organisation de plusieurs évènements.

Enfin pour ce qui est de la coordination des activités du Cabinet MINDCAF, cette action a permis de mettre en œuvre des missions statutaires du Cabinet et d'en assurer le fonctionnement.

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

Le renforcement des capacités des personnels a été assuré par les différentes formations organisées. Ainsi, les cent cinquante-six millions (156 000 000) F CFA alloués à cet effet ont été entièrement consommés et les rapports de formation sont disponibles.

Le fonctionnement de plusieurs Directions, Cellules et sous directions rattachées au Secrétariat Général a été possible à travers la mise en œuvre de cette action.

Outre ces activités, cette action a contribué au fonctionnement des services juridiques au niveau régional et à la prise en charge du fonctionnement de plusieurs Comités.

OBJECTIF	Doter les services en infrastructures et équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:							TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure								
	Année de référence:								
	Valeur de référence:								
	Année cible:								
	Valeur Cible								
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	Doter les services en infrastructures et équipements adéquats								
Indicateur	Intitulé:	Proportion des personnels disposant d'un poste de travail fixe						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	65.0							
	Année cible:	2018							
	Valeur Cible	90.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	99,6%						100%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	465 000 000	105 000 000	464 999 555	104 999 555	104 999 487	104 999 487	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été menée dans un contexte de ralentissement de l'activité au sein de la commission interne de passation des marchés publics du fait de son adaptation au nouveau cadre juridique du système des marchés publics, objet du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics au Cameroun. Son corollaire est le ralentissement observé dans les processus de passation de certains marchés dont certaines prestations non pas encore été réceptionnées.</p> <p>On note également la nomination du Président de la Commission au poste de SGA à la Présidence de la République.</p>								

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - acquisition du mobilier de bureau notamment 20 bureaux Sous-directeur ; 20 fauteuils Sous-directeur ; 20 bureaux Chef de service; 20 fauteuils Chef de service; 10 chaises de réception et 25 armoires en panneaux de bois ; - acquisition du matériel informatique notamment 35 ordinateurs ; 35 imprimantes ; 35 onduleurs 35 fiches multiprises ; - acquisition de 40 photocopieurs ; <p>Outre ces acquisitions, le MINDCAF a acquis un véhicule de service new land cruiser station wagon pour les déplacements du Ministre.</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<p>Les crédits alloués pour la mise en œuvre de cette action ont été entièrement consommés, et les objectifs escomptés atteints.</p>
<p>Perspectives 2019</p>	<p>Pour l'exercice 2019, il est prévu de poursuivre avec l'acquisition de plusieurs ordinateurs complets, des photocopieurs et du mobilier de bureau.</p>

Action 07 COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le renforcement des capacités des personnels a été assuré par les différentes formations organisées. Ainsi, les cent cinquante-six millions (156 000 000) F CFA alloués à cet effet ont été entièrement consommés et les rapports de formation sont disponibles.

Le fonctionnement de plusieurs Directions, Cellules et sous directions rattachées au Secrétariat Général a été possible à travers la mise en œuvre de cette action.

Outre ces activités, cette action a contribué au fonctionnement des services juridiques au niveau régional et à la prise en charge du fonctionnement de plusieurs Comités.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure							
	Année de référence:							
	Valeur de référence:							
	Année cible:							
	Valeur Cible							
Réalisation exercice (Résultat technique):								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		taux de mise en oeuvre des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		93.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		100%				100%		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	392 500 000	392 500 000	307 493 148	307 493 148	296 603 081	296 603 081	99,57 %	99,57 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte de raréfaction des disponibilités budgétaires dans la mesure où le planning de formation n'a pas été respecté.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - 235 personnels ont été formés ; - les activités des services déconcentrés ont été menés et les différents rapports d'activités ont été produits ; - les travaux des différents Comités et groupe de travail ont été menés ; 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Le renforcement des capacités des personnels a été assuré par les différentes formations organisées. Ainsi, les cent cinquante-six millions (156 000 000) F CFA alloués à cet effet ont été entièrement consommés et les rapports de formation sont disponibles.</p> <p>Le fonctionnement de plusieurs Directions, Cellules et sous directions rattachées au Secrétariat Général a été possible à travers la mise en œuvre de cette action.</p> <p>Outre ces activités, cette action a contribué au fonctionnement des services juridiques au niveau régional et à la prise en charge du fonctionnement de plusieurs Comités.</p>							

Perspectives 2019	Poursuivre le renforcement des capacités des personnels du MINDCAF à travers l'organisation de plusieurs séminaires de formation. Veiller à une meilleure maturation des projets à inscrire dans le BIP 2019 du MINDCAF à travers la mise en place d'un Comité.
-------------------	--

Action 08 COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

- les salaires des personnels du programme 484 ont régulièrement été payés ;
- la commission de passation des marchés publics a été fonctionnel durant cet exercice ;
- les services déconcentrés du MINDCAF ont été fonctionnels ;
- plusieurs cérémonies ont été organisées notamment la cérémonie de présentation des vœux au Ministre, l'organisation de la fête du travail et de la journée internationale de la femme.

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:		taux de réalisation des activités budgétisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		76.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 684 965 000	2 684 965 000	2 211 811 014	2 211 811 014	1 869 951 014	1 869 951 014	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte de récession économique sur le plan national avec comme conséquence des tensions de trésorerie impliquant une mise à disposition tardive des disponibilités financières.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>La mise en œuvre de cette action a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - payer les salaires des personnels du Programme 484 ; - assurer le fonctionnement de la commission de passation des marchés publics ; - assurer le fonctionnement et le suivi des activités des dix (10) Délégations Régionales et cinquante-huit (58) Délégation Départementales ; - assurer le fonctionnement de certains comités et groupe de travail ; - assurer l'organisation de certains événements ; - assurer la prise en charge des dépenses communes de fonctionnement. 							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - les salaires des personnels du programme 484 ont régulièrement été payés ; - la commission de passation des marchés publics a été fonctionnelle durant cet exercice ; - les services déconcentrés du MINDCAF ont été fonctionnels ; - plusieurs cérémonies ont été organisées, notamment: <ul style="list-style-type: none"> - la cérémonie de présentation des vœux au Ministre; - l'organisation de la fête du travail et de la journée internationale de la femme. 							
Perspectives 2019	<p>Dans le cadre de cette action, il était question de revoir la composition de la commission de passation des marchés publics dont le mandat des membres est déjà achevé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de poursuivre la prise en charge des dépenses communes de fonctionnement du Ministère notamment l'eau l'électricité, le téléphone et l'internet etc. ; - de continuer d'assurer le fonctionnement des différents services déconcentrés ainsi que la prise en charge des autres dépenses du personnel. 							

Action 09 COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF

Toutes les activités devant être menées dans le cadre de cette action ont été réalisées et les crédits alloués ont entièrement été consommés

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:		taux de réalisation des activités				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		76.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	451 000 000	451 000 000	339 827 255	339 827 255	332 509 255	332 509 255	97,85 %	97,85 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte de récession économique sur le plan national avec comme conséquence des tensions de trésorerie impliquant une mise à disposition tardive des disponibilités financières.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	La mise en œuvre de cette action a permis la réalisation des missions statutaires et le fonctionnement du Cabinet du Ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières. Cette action a également permis d'assurer le fonctionnement et le suivi des activités de l'Inspection Générale, des services des Conseillers techniques ainsi que celles du Secrétariat Particulier du Ministre ; En outre, cette action a permis d'assurer le fonctionnement de plusieurs Comités et groupe de travail.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités devant être menées dans le cadre de cette action ont été réalisées et les crédits alloués ont entièrement été consommés.							
Perspectives 2019	Poursuite de la coordination des activités des structures que comporte cette action de manière optimale.							

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2018 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du sous-secteur, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de contribuer à l'atteinte des objectifs du sous-secteur « Domaines, Cadastre et Affaires Foncières », tel que voulu par le DSCE, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières s'est fixé comme objectif stratégique de « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** ». Pour ce faire, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère à savoir :

- la modernisation du cadastre ;
- la protection et le développement du patrimoine de l'Etat ;
- la constitution des réserves foncières et des lotissements domaniaux;
- la gouvernance et appui institutionnel.

L'appréciation de la performance globale du Département Ministériel ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

Modernisation du cadastre : La mise en œuvre du programme 481 s'effectue à travers trois actions: la mise en place des infrastructures techniques de base, le relèvement du plateau technique du cadastre, la réalisation du cadastre national à travers, l'étude en vue de la démarcation des limites des unités administratives. La mise en œuvre du programme en 2018 a permis la progression de l'indicateur du programme grâce notamment à la poursuite de la densification du réseau géodésique avec 380 dans les villes de Nkongsamba, Edéa, Yabassi, Guider et Kousseri.

Développement et protection du Patrimoine de l'Etat : au cours de l'exercice 2018, seules deux actions ont été budgétisées à savoir l'estampillage des bâtiments administratifs et la réhabilitation des édifices publics. Ainsi, 62 bâtiments administratifs ont été réhabilités notamment l'Immeuble abritant les Délégations Régionales et Départementales du MINDCAF et du MINHDU de l'Est et les Délégations Départementales du MINDCAF du Mayo-Danay, du Mayo-Tsanaga, du Nyong et Kelle, du Moungo, du Ndé ainsi que l'extension et la réhabilitation des services de la Délégation Départementale du Mbéré.

Constitution des réserves foncières et Lotissements domaniaux, la mise en œuvre a permis d'obtenir les résultats suivants :

- la signature de 21 décrets d'incorporations et d'indemnisations des personnes victimes de destruction de biens et/ou de perte des droits fonciers ;
- les travaux des lotissements domaniaux à Yaoundé au lieu-dit Hippodrome débuté en 2018 et dont les travaux se poursuivent pour un taux de réalisation de 70%

Documents d'établissement de titres fonciers

- **16 053** copies de titres fonciers de 12 feuillets,
- **70** livres fonciers de 400 pages ;
- **18 000** chemises de travail ;
- **15 000** chemises de dossier de titres fonciers acquis ;

La Réforme foncière : l'architecture juridique actuelle devenue obsolète est en cours de révision profonde avec la production d'une dizaine de projets de textes devant permettre de faciliter la mise en œuvre des projets structurants devant mener le pays à l'émergence.

Appui institutionnel et Gouvernance du sous-secteur Domaine cadastre et Affaires foncières : Les activités majeures réalisées au cours de l'année 2018 concernent l'acquisition du mobilier du bureau, des équipements en matériel informatiques et photocopieurs ainsi que l'acquisition d'un véhicule station wagon pour le Ministre. La mise en œuvre de ce Programme a permis la prise en charge des dépenses communes, ainsi que les autres dépenses de personnels.

3.2. LEÇONS APPRISES

- sans un dispositif cohérent de pilotage des programmes et une parfaite maîtrise des Programmes par leurs responsables respectifs, tant en ce qui concerne leur élaboration, que pour ce qui est de l'exécution, l'efficacité du budget programme du MINDCAF risque ne pas être perceptible;
- l'insuffisance des ressources financières et matérielles pourrait constituer un obstacle pour l'atteinte des objectifs visés. Par conséquent, il est important de prioriser les investissements;
- la nécessité de l'appropriation de l'exercice lié à la définition des projets pluri annuels et l'engagement effectif de l'Etat sur l'AE pluriannuel ;
- le besoin de définir un indicateur SMART pour mesurer l'atteinte de l'objectif du Programme ;
- la réalisation des études préalables afin de rendre mature les différentes activités ;
- la nécessité de vulgariser le guide de maturation des projets.

3.3. PERSPECTIVES 2019

En guise de perspectives il conviendrait de :

- définir des indicateurs pertinents et élaborer leurs fiches de renseignement pour un meilleur suivi des performances des programmes et de leurs actions ;
- accélérer et finaliser le projet constitution des réserves foncières pour les exercices suivants ;
- mener les études préalables dans les champs des lotissements domaniaux, des édifices publics, des propriétés administratives, de la cartographie, du cadastre, afin de permettre l'élaboration d'un plan d'action et d'un CDMT plus cohérent ;
- favoriser l'aboutissement de la réforme foncière et sa vulgarisation ;

- améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et du parc automobile.